

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## L'évolution du PAT présentée au chef de l'Etat

**C'ÉTAIT** lors de l'audience que le président Ali Bongo Ondimba a accordée, hier, à la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda. Outre le Plan d'accélération de la transformation (PAT), plusieurs autres sujets étaient à l'ordre du jour.



Photo: DR

**La Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, a présenté l'évolution de l'exécution du PAT au chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba.**

ONDOUBA'NTSIBAH  
Libreville/Gabon

Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a reçu la Première ministre, Rose Christiane Ossouka, hier au palais de la présidence de la République. Plusieurs questions étaient à l'ordre du jour de cet entretien qui intervient au lendemain du séjour du numéro un gabonais à l'étranger. Entre autres, l'évolution à mi-parcours de l'exécution du Plan d'accélération de la transformation (PAT), au centre de l'action du gouver-

nement jusqu'en 2023. Occasion également pour la cheffe du gouvernement de faire le point sur le déploiement du programme de vaccination sur l'ensemble du territoire national.

Sur un tout un autre plan, Mme Ossouka Raponda a fait un point à son illustre hôte sur sa mission à Kampala (Ouganda) où elle a représenté le chef de l'Etat à la cérémonie d'investiture, pour un nouveau mandat, du président Yoweri Kaguta Museveni. Dans le même élan, l'ambassadeur du Gabon en Ethiopie et Représentant permanent du Gabon auprès de

l'Union africaine (UA), Herman Immongault, également présent à l'audience, a fait au président Ali Bongo Ondimba, un tour d'horizon sur les grandes questions continentales de l'heure...

Pour sa part, le numéro un gabonais a, à nouveau, fermement instruit la cheffe du gouvernement quant à la nécessité de préserver et sécuriser la santé des populations. Cela, en tenant compte de l'allègement des mesures restrictives relatives à la lutte contre le Covid-19, qu'il a récemment annoncées, lors de son adresse à la nation.

## Mékambo: "Le chef de l'Etat comprend la colère des populations, mais..."

Hans NDONG MEBALE  
Libreville/Gabon

Le porte-parole de la présidence de la République, Jessye Ella Ekogha, qui a animé hier, en fin d'après-midi, sa traditionnelle conférence de presse, est revenu sur les principaux événements qui ont marqué l'actualité ces dernières semaines.

Dans son propos liminaire, le conseiller spécial du président de la République a fait le point sur les récents déplacements du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, relatifs à la volonté du Gabon d'intégrer le Commonwealth. Tout comme il est revenu sur les mesures d'allègement édictées dans le cadre de la lutte contre le Covid-19. Les événements de Mékambo, chef-lieu du département de la Zadié, dans la province de l'Ogooué-Ivindo, n'étaient en reste.

En effet, abordant la situation dans la ville de Mékambo, Jessye Ella Ekogha a précisé que "le chef de l'Etat rend hommage à l'écogarde décédé. Il comprend la colère des populations, mais il ne tolère pas ce qui se passe et il ne l'accepte pas non plus. Une délégation gouvernementale s'est rendue sur les lieux afin de faire le point avec les autorités locales.



Photo: DR/L'Union

**Le porte-parole de la présidence de la République, Jessye Ella Ekogha, lors de son intervention.**

C'est une situation qui préoccupe tout le monde dont le président de la République en premier".

S'agissant du Commonwealth, le porte-parole de la présidence de la République a souligné que "le Gabon souhaite s'ouvrir à l'international et souhaite enrichir ses partenariats en matière d'échanges commerciaux. Le Gabon est en bonne voie pour intégrer le Commonwealth".

Par ailleurs, il est revenu brièvement sur les récentes mesures d'allègement prises par le chef de l'Etat dans le cadre de la riposte sanitaire contre le Covid-19. Lesquelles ont fait l'objet d'une conférence de presse du gouvernement le week-end dernier.

## Miroir du gouvernement

### Une épine dans le pied

AU vu des événements dramatiques survenus à Mékambo la semaine écoulée, l'on serait tenté de penser que le conflit homme-faune constitue véritablement une épine dans le pied du gouvernement.

C'est à croire qu'il s'est volontairement mis dans cette position inconfortable en n'ayant pas pris assez tôt, semble-t-il, la mesure du désarroi, du désespoir, de la résignation et de l'impuissance des habitants de l'arrière-pays face aux dégâts causés par les pachydermes dans leurs plantations.

Ce, d'autant plus que les mesures (cartouches à piment, installation des ruches d'abeilles aux abords des cultures, barrières électriques, indemnisation des victimes), qui avaient été envisagées par les pouvoirs publics, avec l'aide de certains partenaires au développement, pour faire face à ce fléau, se sont avérées, à l'épreuve des faits, inopérants et peu adaptés à notre environnement, selon

de nombreux spécialistes.

Aurait-on pu éviter l'escalade de la violence dans le chef-lieu du département de la Zadié? Sans doute que oui. Car, depuis un certain temps, à travers plusieurs canaux, le gouvernement est interpellé sur la précarité de la cohabitation entre les populations et les éléphants dans plusieurs localités du pays. Mais également sur la nécessité d'y mettre un terme en trouvant une solution pérenne à cette situation.

C'est notamment le cas des élus du peuple qui, par le biais des questions orales, n'ont eu de cesse d'alerter le gouvernement sur la nécessité d'agir. C'est aussi encore le cas des habitants de l'hinterland qui, à chaque déplacement d'un membre du gouvernement dans leur localité, ne ratent pas cette occasion pour étaler leurs malheurs à leur hôte de marque.

Dans la même lignée, l'année dernière, le président du

Conseil économique, social et environnemental (CESE), René Ndemezo'Obiang, avait sillonné le territoire national aux fins de s'imprégner des contours du conflit homme-faune. Un rapport circonstancié avait été remis au gouvernement.

Bref, la situation est connue de tous. Elle mériterait une réponse forte, juste, efficace et appropriée de la part du gouvernement. Agir autrement reviendrait à conforter l'idée que les pouvoirs publics sont quelque peu dépassés par la situation. Ce qui ne ferait que discréditer la parole publique.

Plus que jamais, la balle est dans le camp du gouvernement.

J.KOMBILE MOUSSAVOU